L'Empire russe et le hassidisme : enjeux politiques et gestion administrative d'un conflit religieux interne (1770-1860)

CLAIRE LE FOLL

Les partitions de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle placèrent sous l'autorité des tsars une importante population juive dont l'hétérogénéité, du point de vue religieux et rituel notamment, n'a pas encore été suffisamment soulignée et étudiée¹. Le gouvernement se trouva rapidement confronté aux divisions internes des Juifs issus de la République polono-lituanienne, tant sur le plan de l'organisation communautaire que des pratiques et croyances religieuses. Le but de cet article est de comprendre comment l'État impérial envisagea et résolut un problème nouveau pour lui : non

1. Sur les aspects et raisons de cette approche qui gomme les différences internes dans l'historiographie juive russe, lire Eli Lederhendler, « Did Russian Jewry Exist prior to 1917 ? » in Yaacov Ro'i (éd.), *Jews and Jewish Life in Russia and the Soviet Union*, Ilford (Essex), Cummings Center Series, 1994, p. 15-27 ; Jonathan Frankel, « Assimilation and the Jews in Nineteenth-Century Europe : Towards a New Historiography » in J. Frankel & S. Zipperstein (éd.), *Assimilation and Community. The Jews in 19th Century-Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 1-37 ; Claire Le Foll, *Histoire et représentations des Juifs en Biélorussie (1772-1918)*, thèse d'histoire sous la direction de S. A. Goldberg, Paris, EHESS, 2006.

seulement intégrer la population juive en général dans l'Empire mais également trancher les dissensions religieuses internes et neutraliser le problème incarné par la « secte » hassidique. De la découverte du schisme religieux violent et complexe qui opposait *hasidim* et *misnagdim* [mitnaggedim] à la fin du XVIII^e siècle à la légitimation du hassidisme en tant que force politique dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la relation entre autorités russes et « sectes juives » se forma en plusieurs étapes. La politique tsariste à l'égard des « sectes juives » reposait sur le principe général de tolérance religieuse, mais n'était pas dénuée de velléités d'ingérence au nom du bien-être des sujets de l'Empire. Elle comporte d'autres contradictions liées au fait qu'elle s'est construite à partir des informations fournies par des acteurs politiques variés aux intérêts rivaux : policiers locaux, hauts fonctionnaires des provinces et du centre, Juifs « éclairés » (*maskilim*), rabbins *misnagdim* et *hasidim*, ethnographes. La combinaison complexe de représentations contradictoires et d'enjeux plus politiques que religieux a déterminé la vision du hassidisme des autorités russes et les soubresauts de sa politique entre la fin du XVIII^e siècle et la fin du XIX^e. Notre enquête est basée essentiellement sur des matériaux qui concernent les *hasidim* de Biélorussie, appelés *habad* ou *loubavitch*, car ils jouèrent un rôle de premier plan dans les relations entre hassidisme et Empire russe. Elle s'articule autour de trois temps forts : la résolution du conflit qui opposait *hasidim* et *misnagdim* à la fin du XVIII^e siècle ; la gestion administrative du « fanatisme juif » au milieu du XIX^e siècle ; et la « normalisation » du hassidisme dont les leaders devinrent des interlocuteurs, voire des partenaires politiques pour les autorités tsaristes dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Politisation d'un conflit religieux interne et légalisation du hassidisme

La rencontre entre le hassidisme et la Russie se produisit dans les années 1770, quand ce mouvement populaire juif de renouveau spirituel né en Ukraine commença à se diffuser dans les provinces de Biélorussie, annexées par l'Empire lors du premier partage de la Pologne². À la demande de Dov Ber de Mezeritch, le principal

2. Le mouvement hassidique, apparu en Podolie à la fin des années 1730, s'est véritablement propagé après la mort en 1760 de son fondateur, Israël ben Eliezer Baal Shem Tov, connu sous son acronyme de Besht, grâce à deux de ses disciples, Jacob Joseph de Polonnoye et Dov Ber de Mezeritsh (le Maggid). Il a souvent été considéré comme un mysticisme populaire car il

dirigeant du mouvement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les *basidim* propagèrent le mouvement au-delà de l'Ukraine. La région de Vitebsk constitua le premier foyer du hassidisme en Biélorussie, autour de deux leaders, Menahem Mendel de Vitebsk et Abraham de Kalisk (Kolychki)³. Toutefois la Biélorussie compta bientôt d'autres cours hassidiques : à Minsk, à Karlin un faubourg de Pinsk et à Chklov. On peut supposer que le hassidisme se diffusa, à partir de ces divers centres, dans d'autres villes et bourgades plus petites, comme par exemple à Bykhov où l'on connaît l'existence d'un *minyán* dirigé par Israël Rapoport⁴. Le mouvement s'efforça également de s'implanter dans les terres lituanienues, y compris à Vilna (Vilnius, Wilno), où le judaïsme traditionnel et l'étude talmudique régnaient et où les opposants au hassidisme étaient nombreux et déterminés. Mais c'est Schneour Zalman (1745-1813), le fondateur du courant *babad* ou loubavitch au sein du hassidisme, qui donna au mouvement une ampleur et une force sans précédent dans la région Biélorussie-Lituanie⁵. Né dans la bourgade de Liozno (prov.

s'appuie sur des textes mystiques (zohar et kabbale) et est au départ une révolte contre l'intellectualisme des rabbins. Il a réussi à promouvoir joie et enthousiasme dans la prière chez de nombreux Juifs. Le hassidisme repose sur deux doctrines principales – le *tsaddik* et la *devekout*. Le *tsaddik* (« Juste », chef spirituel) est le « truchement par lequel se répand la grâce divine » et au contact duquel le *basid* peut se rapprocher de Dieu. La *devekout* (« attachement ») signifie que Dieu est constamment présent dans les pensées d'un individu. La *devekout* repose sur l'idée d'immanence de Dieu au monde (« aucun lieu n'est vide de Dieu »), de sorte que le *basid*, s'il le fait dans un esprit de sainteté, sert Dieu dans tous les actes de la vie quotidienne. La transmission devint héréditaire d'où l'instauration d'un système dynastique, le « tsaddikisme », dénoncé par les opposants au hassidisme. Voir *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, sous la direction de Geoffrey Wigoder, adapté en français par Sylvie Anne Goldberg, Paris, Éd. du Cerf, 1993, p. 486-490 ; Jean Baumgarten, *La Naissance du hassidisme*, Paris, Albin Michel, 2006.

3 Ada Rapoport-Albert, « Hasidism after 1772 : Structural Continuity and Change » in Ada Rapoport-Albert (éd.), *Hasidism Reappraised*, Londres, The Littman Library of Jewish Civilization, 1996, p. 95.

4 David E. Fishman, *Russia's First Modern Jews. The Jews of Shklov*, New York – Londres, New York University Press, 1995, n. 31, p. 143.

5 *HaBaD* est l'acronyme de *kbokhma, binab, daat* (sagesse, discernement et savoir), les fondements de ce courant. Les manifestations de l'émotion par la danse et le chant, ainsi que les rencontres entre *basidim* étaient souhaitées, recommandées et même pratiquées par Schneour Zalman mais elles ne furent jamais jugées essentielles pour un service divin exemplaire. Schneour Zalman a été durement critiqué par les autres maîtres *basidim*

de Vitebsk), il fut reconnu à l'âge de 13 ans comme une autorité talmudique puis il commença l'étude de la kabbale avec des savants locaux⁶. Il fit plusieurs séjours à la cour hassidique de Dov Ber de Mezeritch et de son fils pour continuer sa formation. Il diffusa leur enseignement dans plusieurs bourgades de Biélorussie et établit notamment un séminaire à Liozno avant de s'installer finalement en 1802 à Liady, une petite bourgade dans le nord de la région de Mogilev. Des foules de *hasidim* convergèrent vers la cour de celui que l'on surnomma « der alter rebbe ».

Le succès et la propagation rapides du hassidisme en terres lituaniennes suscitèrent l'inquiétude et la résistance des rabbins traditionnels opposés au mouvement et majoritaires en Lituanie, les *misnagdim* (opposants). Ils étaient indignés par le comportement déviant voire provocateur de certains *hasidim* et fustigeaient leurs pratiques hétérodoxes et leur manière de prier, jugée hérétique. La lutte interne se fit de plus en plus violente, allant jusqu'aux calomnies, insultes, accusations mensongères, pamphlets et finalement excommunications et mesures coercitives⁷. Les rabbins *misnagdim*, dirigés par le Gaon de Vilna, prononcèrent des excommunications à l'encontre des *hasidim* à plusieurs reprises⁸. Cette opposition au

qui n'acceptaient pas cette relégation des pratiques émotionnelles au second plan, au profit de la méditation. Schneour Zalman considérait quant à lui que l'étude était le commandement suprême. Dans sa hiérarchie des commandements, elle précédait la prière et la *tsedakah* (charité). Schneour Zalman refusait également la conception du « tsaddikisme » prônée par les autres maîtres hassidiques. Il voyait le *tsaddik* comme un guide spirituel et une source d'inspiration auquel les *hasidim* devaient être dévoués mais auquel ils ne devaient pas s'adresser pour résoudre leurs problèmes quotidiens ou faire des miracles. Voir Roman Foxbrunner, *Habad. The Hasidism of R. Shneur Zalman of Lyady*, Tuscaloosa – Londres, University of Alabama Press, 1992.

6. Pour plus de détails sur sa formation, voir Foxbrunner, *Habad...*, *op. cit.*, p. 45-46.

7. Sur les raisons, les arguments et le déroulement de la querelle religieuse, voir Jean Baumgarten, *La naissance...*, *op. cit.*, p. 112-154.

8. Dès 1771-72, les excès et provocations d'Abraham de Kalisk conduisirent les rabbins de Chklov à prononcer une première excommunication (*herem*) des *hasidim*. La décision fut approuvée par le Gaon de Vilna qui publia à son tour un *herem* contre les hasidim en mai 1772, diffusé dans toutes les communautés d'Europe orientale. Devant la progression inquiétante du hassidisme, le Gaon répéta l'excommunication en 1781. Les *hasidim* furent expulsés de Vilna et firent l'objet d'une campagne d'intimidation organisée par les rabbins lituaniens de Grodno, Brest, Pinsk et Slutsk pour éradiquer le mouvement. En 1786, un règlement signé à Chklov coordonnait les mesures

hassidisme n'a pas réellement empêché sa diffusion. Elle lui a sans doute même permis de se renforcer, comme en témoigne la réitération des excommunications. La lutte opposa *basidim* et *misnagdim* pendant une vingtaine d'années et ne prit fin que lorsqu'elle fut portée sur le terrain politique et tranchée par les autorités impériales à la fin du XVIII^e siècle. C'est en effet dans la troisième phase de la lutte religieuse, dans les années 1790, que le pouvoir russe fut mêlé à la dispute. En plus des traditionnels appels à la persécution des *basidim* et de l'autodafé du *Tanya*⁹, les *misnagdim* lituaniens dénoncèrent Schneour Zalman aux autorités, provoquant son arrestation en 1798 et son emprisonnement dans la forteresse Pierre et Paul à Saint-Petersbourg. Les *misnagdim* avaient fait courir le bruit que les *basidim* menaient des actions dangereuses pour le souverain en envoyant de l'argent en Palestine, ce qui revenait à aider le sultan turc. Après enquête et interrogatoire des « complices » arrêtés à Vilna, tous furent innocentés et relâchés. Schneour Zalman fut emprisonné une deuxième fois sur la dénonciation du rabbin de Pinsk Avigdor Khaimovitch, qui reprit le flambeau de la lutte contre le hassidisme après la mort du Gaon¹⁰. Avigdor accusait les *basidim* d'appartenir à la secte créée par le faux messie Sabbataï-Tsvi, de diffuser des écrits libres et hérétiques dénaturant les écritures saintes et d'agir contre l'État russe en envoyant de l'argent en Turquie.

de protection contre le hassidisme, qui continuait pourtant à se développer. La lutte reprit de plus belle en 1796 avec de nouveaux appels du Gaon aux *kabals* provinciaux de Lituanie, Biélorussie, Podolie et Volhynie à lutter contre la secte « diabolique ». Le *kahal* de Minsk instaurait en 1797 un système de passeports pour contrôler les arrivants et interdisait l'entrée des livres hassidiques et l'installation des *basidim*.

9. Il s'agit de ses écrits théoriques, publiés sous le titre de *Likutei Amarim* en 1796 à Slavita. Ils sont plus connus sous le titre de sa deuxième édition, *Tanya*, publiée en 1798 à Zolkiev.

10. Pour les détails sur les lettres envoyées par Avigdor, voir Dmitrij Feldman, «Rabbi Avigdor i imperator Pavel I: iz epistoljarnogo nasledija pinskogo ravvina A. Xajmovitša» [Rabbi Avigdor et l'empereur Paul I^{er} : l'héritage épistolaire du rabbin de Pinsk A. Khaïmovitch], *Evrei Belarusi* (Minsk), 6, 2001, p. 8-18. Par ailleurs, Simon Doubnov a publié tous les documents conservés aux archives du Sénat relatifs à la deuxième arrestation de Schneour Zalman dans «Vmešatel'stvo russkogo pravitel'stva v antixasidskiju bor'bu (1800-1801)» [L'intervention du gouvernement russe dans la lutte anti-hassidique], *Evrejskaja Starina*, 1910, t. 1, p. 84-109 ; 1910, t. 2, p. 253-282.

Ces accusations répétées obligèrent le procureur général et le gouvernement impérial à rassembler des informations pour se forger une opinion sur ladite secte. L'affaire fut dans un premier temps transférée au gouverneur de Vilna qui répondit ne pas avoir connaissance de l'existence de cette secte dans sa province. Le gouverneur de Minsk, lui, prit position et refusa d'ajouter foi aux accusations d'Avigdor, affirmant que les *basidim*, qu'il nommait « Kitaevtsy » (de l'hébreu « kita », secte), étaient « calmes et payaient tous les impôts d'État comme les autres¹¹ ». Le gouverneur de Lituanie fit mener une enquête qui lui permit d'apporter des éclaircissements au procureur. Il expliqua que la secte en question n'était pas celle de Sabbatai-Tsvi mais était connue localement sous le nom de « Karoliner ». Il confirmait que ses adeptes ne s'étaient rendus coupables d'aucun crime contre l'État et ne troublaient en aucune manière l'ordre public. Le gouverneur de Lituanie fournit également des explications plus ou moins exactes sur l'histoire du mouvement, les épisodes de la lutte et le rôle qu'y jouèrent Schneour Zalman et le Gaon. Cependant concernant les « Kitaevtsy » de la province de Minsk ou les « Karoliny » de la province de Vilna, il était catégorique : « leur secte ne contient rien qui soit opposé ni au gouvernement ni à leur religion même¹² ». Les conclusions de l'enquête diligentée par le gouverneur de Biélorussie sur la secte sont identiques :

On n'a remarqué parmi [les karoliny] nulle tendance ou acte avéré de désobéissance à l'égard de l'autorité. Bien au contraire on ne peut, sérieusement, s'attendre à quoi que ce soit tel : car tous font preuve d'un dévouement inébranlable au trône, d'une obéissance résignée et absolue au pouvoir. Dans la secte elle-même rien ne laisse supposer qu'ils soient tentés de troubler le calme et la tranquillité publics. D'après le témoignage du *kabal* [organe] juif de la province biélorusse, le chef de la secte des karoliny, Borukhovitsh [Schneour Zalman], originaire de la bourgade de Liozhno [Liozno], se contente de lire des ouvrages religieux et des livres de prières, perdant le moins de temps possible, sans laisser de trace écrite, à trancher les disputes entre plaignants. Et comme ce *kabal*

11. Lettre du gouverneur de Lituanie au procureur général Obolianinov sur les renseignements donnés par le gouverneur de Minsk (12 juillet 1800) publiée par Simon Dubnov, «Vmešatelstvo...», art. cit., vol. 2, p. 256.

12. Rapport du gouverneur de Lituanie Koutouzov au procureur général Obolianinov du 30 juillet 1800, publié par Simon Dubnov, «Vmešatel'stvo...», art. cit., vol. 2, p. 261.

en atteste, il fait en sorte de régler les litiges et de donner satisfaction aux deux parties de manière à ce qu'elles restent toujours contentes et ne portent pas plainte ailleurs¹³.

L'affaire fut finalement renvoyée devant le Sénat, qui acquitta de nouveau le rebbe car il ne le jugeait pas dangereux pour l'État. Cette politique guidée d'un côté par la tolérance religieuse ou du moins la volonté impériale de ne pas s'ingérer dans les affaires spirituelles des peuples de l'Empire et d'autre part par la nécessité de mettre fin à une dispute qui risquait de troubler l'ordre fut confirmée par Alexandre I^{er}. En effet, le premier règlement général sur les Juifs, connu sous le nom de « Statut de 1804 », donna une reconnaissance légale au hassidisme en autorisant « toute secte à construire sa synagogue et à choisir son rabbin¹⁴ ».

Dès lors, le hassidisme put se propager librement et gagner même la Lituanie et la province de Mogilev, auparavant violemment réfractaires. Les *basidim* furent progressivement tolérés dans les institutions rabbiniques (*yeshivah* de Volojin), dans les communautés dirigées par des *misnagdim* et dans la société en général (mariages mixtes). Les tensions entre *misnagdim* et *basidim* ne disparurent pas pour autant complètement après 1804. Les dénonciations plus ou moins alarmantes contre les *basidim* continuèrent de la part des *misnagdim* et, de plus en plus souvent, des *maskilim*¹⁵. L'une de ces dénonciations conduisit en 1827 à l'arrestation de Dov Ber, le successeur de Schneour Zalman. Le troisième rabbin *habad*, Menahem Mendel de Liubavitshi, fut accusé d'utiliser sa vaste influence sur ses coreligionnaires pour « s'opposer aux vues et aux prescriptions du gouvernement » et fit l'objet d'une enquête en 1841¹⁶. Certains rabbins hassidiques d'Ukraine furent également

13. Lettre du gouverneur de Biélorussie au général-procureur sur l'envoi du « chef » hassidique Boroukhovitch à Saint-Petersbourg, publiée par Simon Dubnov, *Ibid.*, p. 264.

14. « Položenie o ustrojstve evreev » [Règlement sur l'organisation des Juifs], in *Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj imperii. Sobranie pervoe* [Code complet des lois de l'Empire russe, premier recueil], t. 28 : 1804-1805, SPb., 1830.

15. On peut citer la dénonciation du rabbin ukrainien Bodin qui, découvrant les *basidim* de Mogilev, envoya une lettre de dénonciation et sollicita un entretien avec le tsar en personne pour « révéler le grand secret qu'il avait découvert – l'existence d'une dangereuse secte juive ». Archives historiques d'État de Russie (désormais suivant son sigle russe RGIA), F. 821, op. 8, d. 330.

16. L'enquête policière ne révéla rien de dangereux ni dans son comportement ni dans sa moralité. Central Archives for the History of the Jewish

placés sous surveillance policière ou limités dans leurs activités de prêche et dans leurs déplacements. De même, il était assez fréquent que les *misnagdim* s'opposent à l'ouverture d'un deuxième lieu de prières hassidique dans une communauté mais il était assez rare qu'ils obtiennent gain de cause¹⁷. Toutefois, si la question d'interdire cette secte s'est ponctuellement reposée, elle a toujours été tranchée dans le sens du Statut de 1804 par les autorités centrales. Même le ministre de l'Intérieur, alarmé par l'étrangeté et l'influence des *basidim*, s'en tint au Statut de 1804 pour répondre à la dénonciation d'un rabbin *misnaged* en 1837:

Il ressort de l'enquête que la secte des *basidim* n'est pas très différente dans ses principes religieux des autres Juifs rabbiniques. Les commentaires du Talmud produits par les *basidim* et le mysticisme dans leur étude, connu sous le nom de Cabale, n'en font pas une secte nouvelle car de telles différences ont toujours existé entre les Juifs. L'existence de cette secte n'a jusqu'à présent pas eu d'influence particulièrement néfaste, ni sur les autres Juifs ni sur les chrétiens, sous la protection desquels les Juifs vivent. En conséquence il n'y a pas de raison de prendre des mesures particulières contre les *basidim*. [...] Il faut essayer d'instruire les Juifs et de corriger la manière de pensée et les règles de tous les Juifs. Les diviser en sectes et persécuter l'une d'entre elle serait non seulement inutile et injuste mais aussi dangereux car cela pourrait faire croire aux autres que le gouvernement approuve leur enseignement¹⁸.

La politique impériale à l'égard des *basidim* n'était donc pas différente en substance de celle menée à l'égard des autres Juifs : respecter dans une certaine mesure leur liberté religieuse et essayer de les « éduquer » par des réformes plus ou moins coercitives (militaire et éducation). Jusqu'au début des années 1840, les *basidim* n'étaient pas encore considérés comme dangereux malgré les dénonciations des *misnagdim*. La loyauté de certains leaders hassidiques à l'égard de la Russie pendant l'invasion napoléonienne de 1812 et la stratégie d'allégeance au trône des dirigeants *loubavitch*, les Schneersohn, peut

People (CAHJP), HMF/782, microfilm d'après Archives d'État de la Fédération de Russie (désormais suivant son sigle russe GARF), F. 109, 1eks. III otd., 1841, d. 14.

17. A Kalinovka en 1860 par exemple, les *misnagdim* réussirent à empêcher la construction d'un lieu de prières en invoquant des raisons religieuses, matérielles et juridiques. RGIA, F. 821, op. 8, d. 335.

18. RGIA, F. 821, op. 8, d. 330, f. 20-21.

sans doute expliquer en partie cette position modérée des autorités tsaristes à l'égard des *basidim*¹⁹.

Le combat des *maskilim* et du gouvernement contre le « fanatisme juif »

Le règne de Nicolas I^{er} marque un changement de politique concernant la « question juive » en général et le hassidisme en particulier²⁰. La question du « fanatisme » des sectes juives devint un sujet central, voire une obsession des autorités impériales à partir des années 1840. Plusieurs éléments y contribuèrent. Tout d'abord, de nouveaux opposants au hassidisme se manifestèrent : les « esprits éclairés » ou *maskilim*. Ces tenants des Lumières juives (*Haskalah*) voulaient mener les Juifs vers le progrès, le règne de la raison et l'émancipation. Les *basidim* constituaient pour eux non seulement un obstacle à la réalisation de ce projet de « régénération » mais encore leur adversaire principal car ils incarnaient le conservatisme social, l'obscurantisme et le fanatisme. Ils s'employèrent donc à délégitimer le hassidisme et à affaiblir l'influence des *tsaddikim* aussi bien dans des pamphlets et romans sarcastiques que dans l'arène politique²¹. Par ailleurs, les réformes menées sous Nicolas I^{er} dans les années 1830 et 1840 ne firent qu'intensifier la lutte entre *maskilim* et judaïsme. Elles leur donnèrent les moyens d'agir politiquement et l'occasion de s'allier au gouvernement. Ainsi, l'abolition de l'organe d'autogestion juif, le *kahal*, en 1844 et les difficultés rencontrées par l'administration dans l'application du règlement de 1835 qui instituait la fonction de « rabbin d'État » poussa le gouvernement à se tourner vers des « Juifs éclairés »²². La fonction de « conseiller en question juive »

19. Schneour Zalman appela ses coreligionnaires à servir le tsar en 1812, « en communiquant secrètement et rapidement aux chefs militaires des informations sur les troupes ennemies, sur leurs places et leur nombre, sur leurs intentions » (Lettre de Schneour Zalman citée par S. M. Ginzburg, *Otečestvennaja vojna 1812 goda i russkie evrei* [La guerre patriotique de 1812 et les Juifs russes], SPb., 1912, p. 60). Menahem Mendel Schneersohn participa à la commission rabbinique de 1843 malgré toutes ses réticences contre les réformes culturelles prévues par le gouvernement.

20. Michael Stanislawski, *The Tsar Nicholas I and the Jews. The Transformation of Jewish Society in Russia 1825-1855*, Philadelphie, Jewish Publication Society of America, 1983.

21. Jean Baumgarten, *La naissance...*, *op. cit.*, p. 160-183.

22. Ces rabbins étaient nommés par les gouverneurs-généraux de provinces et payés par l'État sur les deniers de la communauté. Ils n'ont pas

auprès des gouverneurs-généraux fut instituée pour aider ces derniers à administrer la population juive. Ces « inspecteurs » (1843-44), recrutés parmi les Juifs possédant une solide formation traditionnelle mais qui étaient partisans des Lumières, étaient chargés de rassembler des informations sur la population juive et de définir ce qu'était le fanatisme juif.

Le gouvernement avait en effet besoin d'informations précises sur le fanatisme juif pour pouvoir le combattre. Une première enquête sur le « fanatisme des Juifs » fut commanditée par les autorités centrales en 1846. Les chefs de la police rurale et urbaine de chaque district fournirent un rapport sur ce qui était à leurs yeux les manifestations les plus nocives du fanatisme juif²³. Ces rapports, à défaut d'avoir une quelconque valeur informative, sont très éclairants sur les préjugés judéophobes et le degré d'ignorance des fonctionnaires russes en matière de judaïsme. Outre des considérations sur les signes extérieurs du fanatisme juif comme la cashe-rout, l'habillement, les coiffures juives et l'observance du shabbat et des fêtes juives, certains fonctionnaires s'efforcèrent de formuler des hypothèses, extravagantes souvent, pour expliquer certains rituels. Ainsi, l'un des policiers expliquait le port obligatoire du chapeau chez les Juifs par le fait qu'ils sont dans l'attente du Messie et « doivent vivre comme s'ils étaient toujours en route ; à cause de cela, quand ils déjeunent et dînent, ils portent un chapeau pour avoir l'air d'être sur la route et non à la maison ». Pourtant, conclut-il, « leur kippa, qui leur a été donnée pour se protéger la tête de la chaleur en Asie, n'est pas du tout nécessaire en Europe²⁴ ». Si les conclusions générales rendues par les gouverneurs de région énuméraient des raisons plus habituelles au « fanatisme juif » (la haine des Juifs pour les non-Juifs, l'étude du Talmud, les superstitions, ainsi que l'influence des rabbins et des talmudistes), il est évident que le gouvernement avait toujours besoin d'une analyse plus fine et exacte du problème. C'est pourquoi il créa la fonction de « Juif savant » (*učënyj evrej*) dont la mission était d'« affaiblir le fanatisme qui découle d'une mauvaise interprétation des écritures et de combattre les coutumes juives qui ne sont pas conformes à loi ». On va voir que ces « Juifs savants » tentèrent de donner une inflexion

été acceptés par les communautés qui continuaient à employer secrètement des rabbins « spirituels », à distinguer des rabbins « officiels », souvent fictifs.

23. Archives historiques nationales de Biélorussie (Minsk) (désormais suivant son sigle russe NIAB), F. 1430, op. 1, d. 12959 : dossier contenant les rapports des fonctionnaires de la région de Vitebsk (1847).

24. NIAB, F. 1430, op. 1, d. 12959, f. 10 verso.

nettement anti-hassidique à la politique tsariste et s'engagèrent dans un combat politique pas forcément gagné d'avance, malgré leur position officielle.

La critique du hassidisme atteignit son paroxysme lors de « l'enquête sur les sectes juives » de 1852²⁵. Les rapports des policiers locaux, comme ceux de 1846-1847 étaient davantage fondés sur des observations superficielles que sur une véritable enquête et donnaient une vision imprécise et caricaturale des sectes. Outre le fait que les fonctionnaires dénombraient parmi les sectes juives les « Lévites », les descendants de la tribu de Lévi qui jouissaient d'un droit de préséance à l'époque du Temple, ils eurent des difficultés évidentes à caractériser les *hasidim*. Evoqués sous divers noms – *Skakuny* (du verbe russe *skakat'*, sauter), *Kitaiövtsy* (de l'hébreu *kita*, secte) et *Khasidy* – leur origine restait floue pour les fonctionnaires russes. Pour certains ils descendaient des Pharisiens, « qui s'étaient soulevés contre le Christ²⁶ ». Pour d'autres ils suivaient le rite des Séfarades, les « Juifs asiatiques²⁷ » par opposition au « rite traditionnel observé dans les régions européennes²⁸ ». La « nocivité » des *hasidim* ne faisait pas non plus l'unanimité. La police de Nesvije les considérait comme « calmes par nature et toujours silencieux mais dans leurs intentions ils sont peu accommodants, obstinés et souvent violents²⁹ ». La police urbaine de Novogroudok comme celle de Nesvije ne les jugeait pas plus dangereux que les autres. Mais d'après la police de Minsk, « ils prononcent des prières constamment, crient fort et sautent presque, d'où leur nom de 'skakuny'. [...] Cette secte est réellement nuisible dans toutes ses actions et pas seulement pour les chrétiens mais aussi pour les Juifs eux-mêmes³⁰ ». Le gouverneur de la province de Minsk recommandait de fermer tous les lieux de prière hassidiques et d'interdire à leurs rabbins de prêcher.

L'avis des « Juifs savants » sur les sectes juives, plus étayé et documenté mais aussi plus partial, eut un poids considérable pour la suite de l'affaire. Le gouverneur-général Ignatev apprécia particulièrement *L'Histoire du hassidisme* rédigée par Moïse Berlin, le Juif savant de la province de Vitebsk, dont il envoya un exemplaire au

25. NIAB, F. 295, op. 1, d. 1151.

26. *Ibid.*, f. 51, rapport de la police urbaine de Minsk.

27. L'expression se rencontre souvent dans les documents de la police russe, mais ne correspond pas à une catégorie reconnue par les juifs.

28. *Ibid.*, f. 44-44 verso, rapport de la police de Nesvije.

29. *Ibid.*, f. 45.

30. *Ibid.*, f. 51.

ministre de l'Intérieur³¹. Moïse Berlin fut nommé à ce poste en 1853 après avoir fait des études de philosophie et de philologie à Königsberg et Bonn et enseigné l'allemand et l'hébreu à l'école juive d'État de Mogilev. Dans son rapport d'une quarantaine de pages, il décrivait le mouvement hassidique en détails, rappelant ses différentes étapes et dirigeants depuis le Becht jusqu'à Menahem Mendel Schneersohn, en passant par l'épisode de la confrontation entre *hasidim* et *misnagdim*. Il concentra son enquête sur le hassidisme biélorusse (Schneour Zalman et ses successeurs) et se montra particulièrement négatif sur Dov Ber, mais plus modéré sur Menahem Mendel. Son histoire du hassidisme, bien que fondée sur des informations exactes, est partisane et critique, et peut à cet égard être rapprochée de la littérature maskilique sarcastique de la même période. Moïse Berlin rendait notamment le hassidisme responsable du retard des Juifs d'Europe orientale par rapport aux Juifs d'Europe occidentale.

La conséquence immédiate de l'enquête sur les sectes juives et tout particulièrement du rapport de Moïse Berlin fut une inflexion dans la politique de tolérance religieuse de la Russie impériale vers un renforcement du contrôle administratif sur les *hasidim*. Des consignes, approuvées par le tsar, furent envoyées aux gouverneurs-généraux en 1854 pour limiter la « diffusion de cette secte fanatique des *hasidim* et l'ingérence de leur *tsaddik* dans les affaires religieuses », renforcer le contrôle sur les *hasidim*, veiller à ce que tous leurs rabbins soient confirmés officiellement, que leurs réunions ne se déroulent que dans des synagogues et qu'une attention particulière soit portée aux collectes d'argent illégales pratiquées par les *tsaddikim*³². Un contrôle secret était également institué sur l'élection des Juifs dans les conseils municipaux, la préférence devant aller aux *misnagdim* (il en allait de même pour la nomination des Juifs savants).

Les *maskilim*, en l'occurrence Moïse Berlin, réussirent donc à répandre l'idée dans les cercles du pouvoir selon laquelle les *hasidim*, *habad* en particulier, étaient des fanatiques dont il fallait se protéger en renforçant le contrôle administratif sur les « sectes juives ». Mais cette peur du « fanatisme juif » ne mena pas pour autant à une ingérence dans les rites ou la vie interne religieuse juive. Deux exemples attestent de cette continuité dans la politique

31. RGIA, F. 821, op. 8, d. 331, f. 20-45. Voir Ilia Lurie & Arkadii Zeltser, « Moses Berlin and the Lubavich Hasidim: a Landmark in the Conflict between Haskalah and Hasidism », *Shvut*, 5 (21) 1997, p. 32-64.

32. RGIA, F. 821, op. 8, d. 331, f. 15-19.

de « tolérance religieuse » de l'Empire russe. En 1854, le directeur de l'école d'État juive de Vitebsk demanda l'autorisation, conformément à la loi de 1844, de construire des salles de prières dans les écoles de la région pour que les enfants puissent prier et se réunir les jours de fête et de jeûne³³. Les autorités locales donnèrent leur accord, mais le ministère de l'Intérieur refusa, au nom justement de la non-ingérence dans les affaires religieuses mais aussi par peur de la réaction des « fanatiques » juifs.

Une partie considérable de la population juive des provinces de Mogilev et Vitebsk appartient à la secte hassidique, très hostile par principe à la diffusion de toute éducation parmi les Juifs. Cette circonstance constitue un obstacle sérieux à la fréquentation des écoles juives d'État par des enfants qui sont issus, pour la plupart, des classes les plus pauvres. Tous les efforts du gouvernement doivent donc être dirigés vers la diffusion de l'instruction parmi les *basidim* en les envoyant dans ces écoles, ainsi que vers la suppression dans la mesure du possible des raisons de cet éloignement. La création de salles de prières éloignerait encore plus les *basidim* de ces écoles. Ils y verraient l'institution de nouveaux lieux de prières, et comme les Juifs sont très méfiants, ils penseraient involontairement que le gouvernement, dont toutes les actions bien intentionnées sont vues avec défiance, a l'intention d'altérer l'étude religieuse des Juifs par des nouveautés. Étant donné l'éloignement des enfants de leurs parents pendant la prière, les Juifs vont supposer que la prière elle-même déviara des rites fondamentaux de leur foi³⁴.

La même prudence présida à la résolution en 1854 de l'affaire du « rite de la nouvelle lune »³⁵. Le gouverneur-général de Smolensk, Vitebsk et Mogilev, ayant été alerté de l'habitude des Juifs locaux (probablement *basidim*) de sortir dans la rue les soirs de nouvelle lune pour prononcer une prière accompagnée de rituels tout à fait étranges, comme faire des bonds et secouer le haut de leur vêtement, prit des renseignements auprès de « ses Juifs savaux ». Moïse Berlin et Lipman Zeltser lui expliquèrent qu'il s'agissait d'un rituel très ancien, datant de l'époque rabbinique, mais qu'il avait été déformé par les rabbins mystiques [*tsaddikim*] qui avaient transformé les mots de la prière et introduit des rituels païens pour « plaire aux masses ». Ils recommandaient d'attirer

33. RGIA, F. 821, op. 8, d. 217, f. 1.

34. RGIA, F. 821, op. 8, d. 217, f. 3.

35. RGIA, F. 821, op. 8, d. 298.

l'attention de la censure sur ce point afin que le texte originel de la prière soit rétabli dans les livres de prière, pour éviter que la jeune génération ne soit élevée dans ces superstitions. Cette recommandation fut validée par la commission rabbinique, qui considéra qu'il n'y avait aucune raison d'interdire un rituel strictement religieux et inoffensif.

À partir du règne d'Alexandre II, la politique tsariste à l'égard des *hasidim*, jusque-là guidée par deux principes contradictoires – la tolérance religieuse et le contrôle administratif des *hasidim* – acquit une troisième dimension, politique.

L'affirmation d'une nouvelle force politique : les orthodoxes

À la suite de l'enquête sur les sectes, le gouvernement et les *maskilim* se heurtèrent en effet à la réaction vive des *hasidim*, qui se sentaient discrédités et menacés par les projets de réforme et les pressions administratives. Ils eurent à admettre que les *hasidim* n'étaient pas seulement une secte fanatique et une association de chefs religieux qui utilisaient la crédulité de leurs ouailles pour s'enrichir, mais aussi un véritable parti politique, organisé et puissant.

Les critiques de Moïse Berlin à l'égard du hassidisme tant dans son *Histoire du hassidisme* que dans un rapport d'inspection sévère sur l'école de Menahem Mendel Schneersohn lui attirèrent les foudres des *hasidim habad* de Biélorussie. La suppression de la fonction de « Juifs savants » dans la province de Vitebsk poussa Berlin à présenter sa candidature à la Commission rabbinique en 1856. Les ambitions et intentions de ce *maskil* influent ne pouvaient qu'inquiéter les *hasidim*, particulièrement au moment où s'annonçait une libéralisation dans tous les domaines en ce début du règne d'Alexandre II. C'est pourquoi les *hasidim* de Biélorussie, inspirés par le rebbe Menahem Mendel et soutenus par des rabbins *misnagdim*, organisèrent une véritable campagne visant à discréditer Berlin et à obtenir sa destitution. Dans des lettres de dénonciations, ils portèrent de graves accusations contre celui qui était perçu par tous les *hasidim* de Biélorussie comme un hérétique, un ennemi et un agent du gouvernement³⁶. Plusieurs communautés juives de

36. Voir Ilia Lurie & Arkadii Zeltser, « Moses Berlin... », art. cit., p. 47-60 ; CAHJP, HM2/7777.1, d'après RGIA, F. 821, op. 8, d. 397 : lettre de Moïse Berlin de 1856 où il sollicite un salaire car il lui serait « très difficile de revenir à ses occupations privées puisque les *hasidim* ne sont pas bien

Biélorussie (Vitebsk, Rogatchev, Dinabourg, Mogilev, Chklov, Kopy) participèrent au sabotage organisé de sa candidature en dénonçant aux autorités sans relâche pendant deux ans son inefficacité, sa malhonnêteté, son ignorance et sa vérialité. L'enquête conclut finalement à l'innocence de Berlin. Ce dernier ne fut pas destitué de son poste au Département des affaires spirituelles, comme le souhaitaient les *hasidim*. Mais ces derniers avaient tout de même réussi, grâce à l'action remarquablement coordonnée de communautés entières, à faire renoncer Berlin à se présenter à la Commission rabbinique de 1857. Les attaques des *hasidim* ébranlèrent également profondément le *maskil* dans sa position sur le hassidisme, puisqu'il renonça à le combattre frontalement après cette campagne. Ainsi, dans son « Étude ethnographique du peuple juif en Russie » (1861), il minimisa les divergences entre *misnagdim* et *hasidim* et fit un portrait flatteur des *hasidim*, les associant aux traits de caractère suivants : « joie permanente, courage, égalitarisme, préférence accordée à la prière exaltée sur toutes les autres vertus, bienveillance et surtout attachement illimité et adoration pour leur rabbin (*tsaddik*)³⁷ ». Berlin ne put cependant s'empêcher de déplorer que les *tsaddikim* n'utilisent pas leur influence sur les masses pour « les diriger vers la modernité et l'utilité [sociale] » : « Mais, hélas, chacun de ces chefs est si occupé par sa propre dévotion et la rivalité avec ses adversaires qu'il n'a pas le temps de s'occuper des aspects civiques et moraux de la vie du peuple³⁸ ».

Cette victoire des *hasidim* sur les *maskilim* dans la lutte d'influence auprès des autorités qui se jouait depuis des décennies entraîna un changement dans la politique tsariste à l'égard de la secte. Il ne s'agissait plus pour le gouvernement d'intégrer dans un empire multinational et multireligieux une secte religieuse parmi d'autres, il ne s'agissait pas non plus de contrôler une secte fanatique, mais il lui fallait désormais compter avec une force politique de poids. La campagne contre Moïse Berlin révéla l'existence d'un véritable « parti », celui des orthodoxes, reposant sur l'alliance des ennemis d'hier, les *misnagdim* et les *hasidim*. Cette alliance politique s'est manifestée pour la première fois au moment de la discussion de la réforme de l'éducation juive de 1844. C'est pour tenter de

disposés à mon égard car ils ont été excités contre moi par les missions qui m'ont été confiées » (f. 58 verso).

37. M. Berlin, *Otčerk ètnografii evrejskogo narodonaselenija v Rossii* [Aperçu de l'ethnographie de la population juive en Russie] in *Zapiski imperatorskogo russkogo geografičeskogo obščestva*, SPb., t. 1, 1861, p. 74.

38. *Ibid.*, p. 75.

contrer cette réforme que Menahem Mendel Schneersohn et Yitskhok ben Haim de Volojin, considéré comme l'héritier spirituel du Gaon de Vilna, s'allièrent dans la commission rabbinique de 1843 pour sauver ce qu'ils pouvaient de l'éducation traditionnelle. Leurs efforts furent alors vains et Menahem Mendel fut contraint de se soumettre, au moins en apparence, aux exigences impériales en ouvrant une école juive d'État à Lioubavitchi. La victoire sur Moïse Berlin quinze ans plus tard marque en revanche un renversement de l'équilibre des forces au profit des *hasidim*. Dès lors, il n'était plus possible de combattre frontalement les *hasidim* comme l'avaient souhaité les *maskilim* comme Moïse Berlin. Ce retournement de situation entraîna une modification de la perception du hassidisme par les autorités ainsi qu'une réorientation de la politique tsariste.

Au début du règne d'Alexandre II, comme sous celui de Nicolas I^{er}, deux visions opposées du hassidisme continuaient à cohabiter dans les sphères du pouvoir. D'un côté, le ministre de l'Intérieur, jugeant toujours la « secte hassidique » nocive, proposait en 1856 d'exiler hors de Biélorussie l'un des ses principaux chefs, Menahem Mendel, et de le placer sous surveillance policière³⁹. Dans les décennies précédentes, des mesures de ce type avaient déjà été prises à l'encontre de plusieurs leaders hassidiques, parmi lesquels Dov Ber Schneersohn. Mais cette fois-ci, le ministère de l'Instruction populaire s'opposa à ces mesures et obtint gain de cause. Dans sa réplique au ministre de l'Intérieur, il prit la défense de Mendel Schneersohn en mentionnant ses efforts en faveur de la réforme de l'éducation juive de 1844. Il rappela notamment que Schneersohn avait été récompensé pour sa contribution aux travaux de la commission rabbinique de 1843 par l'attribution du titre de citoyen d'honneur. Il avait ensuite prouvé sa loyauté en créant des colonies juives dans sa région et une école juive d'État où son petit-fils était scolarisé et qu'il subventionnait généreusement. Le Comité juif, amené également à délibérer sur la proposition du ministère de l'Intérieur, renchérit sur les arguments du ministre de l'Instruction. Il considérait d'abord que même si Schneersohn était coupable des activités illégales (détournement d'argent) dont on l'accusait, de tels actes ne nécessitaient pas l'application d'une mesure extraordinaire d'expulsion et pouvaient être punis conformément à la loi ordinaire. Ensuite, il soulignait l'inefficacité du

39. RGIA, F. 821, op. 8, d. 218, f. 33 verso.

bannissement du leader hassidique et de toute mesure de répression brutale pour venir à bout du fanatisme juif :

Si finalement Schneersohn possède une grande influence sur les khassidy, alors son éloignement ne détruirait pas le hassidisme, au cas où il faudrait le détruire. L'éloignement d'un rabbin influent pourrait mettre les Juifs dans de mauvaises dispositions à l'égard du gouvernement. C'est pourquoi, il serait beaucoup plus utile de garder Schneersohn et d'autres *tsaddikim* du côté du gouvernement, comme l'a fait le ministre de l'Instruction, pour, de cette manière, utiliser leur influence au profit des réformes. D'autant plus que Schneersohn, quand il était membre de la commission rabbinique, s'y était déclaré disposé⁴⁰.

L'idée fut reprise et mise en application. En 1857, le Département des affaires spirituelles chargea le conseiller d'État Mamontov d'enquêter sur les possibilités de mettre les rabbis et *tsaddikim* influents comme Schneersohn au service de l'instruction et de la réforme religieuse de la population juive⁴¹. De nouveau, des dissonances se firent entendre entre ceux qui considéraient l'influence des leaders hassidiques comme nocive et inquiétante (le ministère de l'Intérieur et le gouverneur général) et, de l'autre, le ministère de l'Instruction qui rappelait les bons et loyaux services de Schneersohn. La commission rabbinique, moins enthousiaste que le Comité juif quant à la candidature de *hasidim* en son sein, voulut limiter le rôle des *tsaddikim* à la sphère locale : « chaque rabbin doit essayer dans son lieu de résidence et d'influence d'agir par le biais de ses sermons pour nourrir la confiance des Juifs en les Lumières⁴² ». Il n'en demeure pas moins que la politique de collaboration politique initiée durant les premières années du règne d'Alexandre II trouva un écho favorable parmi les *hasidim*, loubavitch en particulier, qui s'efforçaient depuis le début du siècle d'établir un contact direct avec les autorités pour trouver une légitimation et influencer sur les processus de réforme de la société juive. Ainsi deux leaders hassidiques furent candidats à la commission rabbinique de 1857 (R. Bogorad, R. Etingen), un marchand *hasid* fut élu (Chenov). Le Loubavitch Madievski fut nommé « Juif savant » à Kharkov et élu à la commission rabbinique en 1861-1862.

40. RGIA, F. 821, op. 8, d. 218, f. 34.

41. RGIA, F. 821, op. 9, d. 5.

42. RGIA, F. 821, op. 9, d. 5, f. 2, 7.

Conclusion

Au fil des changements de règne et en conséquence de la consolidation du hassidisme, ce qui est apparu comme un problème strictement religieux et comme une lutte interne entre Juifs à la fin du XVIII^e siècle est devenu une menace pour les réformes de la vie juive entreprises par Nicolas I^{er}, puis avec le changement de règne et l'échec de la politique coercitive et d'ingérence de ce dernier, la question du hassidisme s'est progressivement normalisée en acquérant une dimension politique. En s'alliant avec les *misnagdim* et en essayant de discréditer les *maskilim* aux yeux du gouvernement, ils ont profité de la période de transition entre deux règnes pour s'imposer comme des leaders politiques de poids représentant une nouvelle force sociale, l'orthodoxie juive. Défendant des positions aux antipodes de celles des Juifs éclairés quant aux réformes de la vie juive, ils prétendaient eux aussi être utilisés comme experts de la vie juive et influencer les débats. D'abord perçus comme dangereux pour l'État russe du fait de leur influence, ils réussirent à montrer qu'ils pouvaient être des serviteurs fidèles du régime existant, ce qu'ils prouvèrent à la fin du XIX^e siècle en s'avérant être les défenseurs de l'ordre établi contre une nouvelle génération de *maskilim*, plus radicale et révolutionnaire.

École des Hautes Études en Sciences Sociales